

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 mars 2009

PROTECTION DE LA CRÉATION SUR INTERNET - (n° 1240)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 327

présenté par  
M. Dionis du Séjour  
et les membres du groupe Nouveau Centre

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 9 TER, insérer l'article suivant :**

Après l'article 44-1 du code de l'industrie cinématographique, il est inséré un article 44-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. 44-1-1.* – Une part majoritaire des subventions provenant du produit de la taxe instituée par l'article 302 *bis* KB du code général des impôts auprès des distributeurs de services de télévisions au sens de l'article 2-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication est réservée aux œuvres cinématographiques qui sont disponibles dans une offre de service de médias audiovisuels à la demande proposée par plusieurs distributeurs de services dans un délai qui ne saurait excéder le délai de commercialisation sous forme de vidéogrammes de ces mêmes œuvres. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le renforcement des offres légales est indispensable pour lutter effectivement contre les téléchargements illégaux.

Pour encourager le développement de l'offre légale, il est donc proposé de réserver une part majoritaire des subventions versées au CNC au titre de la taxe COSIP versée par les distributeurs de programmes audiovisuels pour les œuvres cinématographiques, aux films disponibles en VOD dans les mêmes délais que ceux qui le sont en vidéo physique.

Il s'agit d'encourager les détenteurs de droits à céder des droits VOD sur les films français récents qui seront disponibles sur des plateformes non exclusives (distribuées par plusieurs distributeurs de services).